

PRIMAIRE CITOYENNE DE LA GAUCHE – PROGRAMMES DES CANDIDATS

Le 22 Janvier aura lieu le premier tour de la primaire citoyenne de la gauche, qui vise à désigner un candidat unique pour la gauche et les écologistes. Le second tour aura lieu une semaine après, le 29 janvier.

La primaire citoyenne de la gauche est organisée par les partis de la Belle Alliance Populaire (BAP) : Parti Socialiste, Parti Radical de gauche, Génération écologie, l'Union des Démocrates et des Écologistes, le Front démocrate et le Parti Écologiste.

Les candidats à cette primaires sont Jean-Luc BENNAHMIAS, Benoît HAMON, Arnaud MONTEBOURG, Vincent PEILLON, Sylvia PINEL, François de RUGY et Manuel VALLS.

La primaire de la Belle Alliance Populaire est une primaire ouverte. Pour voter, il faut être de nationalité française et inscrit sur les listes électorales avant le 31 décembre 2015, accepter l'engagement de reconnaissance dans les valeurs de la Gauche et des Écologistes et contribuer aux frais d'organisation des Primaires (1 Euro par tour).

Dans cette note de veille vous sont présentés les différentes propositions des candidats sur la plupart des sujets d'importance ainsi qu'une cartographie des entourages.



Les candidats à la primaire citoyenne et leurs principaux soutiens

Parlement/ Parlement européen

Soutiens majeurs

Non engagés à ce stade

François HOLLANDE
Président de la République

Bernard CAZENEUVE
Premier Ministre

Stéphane LE FOLL
Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Marisol TOURAINE
Ministre des Affaires sociales et de la santé

Cloïlde VALTER
Secrétaire d'Etat chargée de la formation professionnelle et apprentissage

Marie-Noëlle LIENEMANN
Sénatrice de Paris

Ségolène ROYAL
Ministre de l'Environnement et de l'énergie

Martine AUBRY
Maire de Lille

Frédérique ESPAGNAC
Sénatrice des Pyrénées-Atlantiques

François REBSAMEN
Maire de Dijon

François KALFON
Conseiller régional d'Ile-de-France
Directeur de campagne d'Arnaud MONTEBOURG

Patrice PRAT
Député du Gard
Porte-parole

Catherine LEMORTON
Députée de la Haute-Garonne
PdF de la Commission des Affaires sociales

Aurélie FILIPPETTI
Députée de la Moselle
Ancienne ministre de la Culture

Aquilino MORELLE

Laurent BAUMEL
Député d'Indre-et-Loire
Chargé du projet présidentiel

Yann GALUT
Député du Cher

Christian PAUL
Député de la Nièvre

Philippe BAUMEL
Député de Saône-et-Loire
Chargé des relations avec les élus

Jérôme DURAIN
Sénateur de la Saône-et-Loire
Conseiller politique

Anne HIDALGO
Maire de Paris

Patrick BLOCHE
Député de Paris
Directeur de campagne

David ASSOULINE
Sénateur de Paris

Sylvie GUILLAUME
VP du Parlement européen

Karine BERGER
Députée des Hautes-Alpes
Responsable idées & projet

Sébastien DENAJA
Député de l'Hérault

Véronique MASSONNEAU
Députée de la Vienne
Directrice de campagne

Eric ALAUZET
Député du Doubs

Stéphane GATIGNON
Maire de Sevan,
Conseiller régional à la région Ile-De-France

Christophe CAVARD
Député du Gard

Aline ARCHIMBAUD
Sénatrice de Seine-Saint-Denis

Emmanuelle COSSE
Ministre du Logement et de l'Habitat durable

Barbara POMPILI
Secrétaire d'Etat chargée des Relations internationales sur le climat, chargée de la Biodiversité

François de RUGY
Député de Loire-Atlantique
Président de « Écologistes ! »

Benoît HAMON
Député PS des Yvelines
Ancien Ministre

Manuel VALLS
Premier Ministre

Barbara ROMAGNAN
Député du Doubs

Georges LABAZEE
Sénateur des Pyrénées-Atlantiques

Régis JUANICO
Député de la Loire
Porte-Parole

Chaynesse KHIROUNI
Députée de Meurthe-et-Moselle
Conseillère municipale de Nancy

Alexis BACHELAY
Député des Hauts-de-Seine
Porte parole

Mathieu HANOTIN
Directeur de campagne de Benoît HAMON
Député de la Seine-Saint-Denis

Pascal CHERKI
Député de Paris

Didier GUILLAUME
Directeur de campagne
Sénateur de la Drôme
PdF du groupe PS au Sénat

Mathieu KLEIN
Président du CD de Meurthe-et-Moselle
Porte-parole

Jean-Yves LE DRIAN
Ministre de la Défense

Bruno LE ROUX
Ministre de l'Intérieur

Jean-Marie LE GUEN
Secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie

Laurent GRANDGUILLAUME
Député de Côte d'Or

Nathalie APPERE
Députée-Maire de Rennes
Pôle territoire/élus

Carlos DA SILVA
Député de l'Essonne
Pôle territoire/élus

David HABIB
Député des Pyrénées-Atlantiques
VP de l'Assemblée nationale
Porte-Parole

Olivier DUSSOPT
Député de l'Ardèche
Porte-parole

Luc CARVOUNAS
Sénateur-Maire d'Alfortville

Philippe DOUCET
Député du Val d'Oise
Porte-parole

Christophe CARESCHE
Député de Paris

Anne-Christine LANG
Député de Paris

Dominique RAIMBOURG
Député de Loire-Atlantique

Francis CHOUAT
Maire d'Evry

Vincent PEILLON
Député européen
Ancien Ministre de l'éducation nationale

Sylvia PINEL
1^{ère} VP du Conseil régional d'Occitanie
Présidente du Parti radical de gauche

Jean-Michel BAYLET
Ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales

Dominique ORLIAC
Députée du Lot

Jean-Luc BENNAHMIS
Président du Front Démocrate, co-PdF de l'Union des Démocrates et Écologistes (UDE)

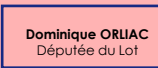
Gilles CASANOVA
Secrétaire-général adjoint de l'UDE
Directeur de campagne

Mathieu CUIP
Délégué général de l'UDE
Secrétaire général de campagne

Christophe MADROLLE
Conseiller municipal de Marseille
Porte-Parole

Laure LECHATTELLIER
Conseillère au CESE
Coordinatrice du projet

François-Michel LAMBERT
Député des Bouches-du-Rhône
Conseiller spécial





L'entourage de Benoit HAMON

QG de campagne : 11^e étage de la Tour Montparnasse, 33 Avenue du Maine (Paris Xve) – <https://www.benoithamon2017.fr/>

Les députés

Sylviane ALAUX
Députée des Pyrénées-Atlantiques

Nathalie CHABANNE (*)
Députée des Pyrénées-Atlantiques

Sabine BUIS
Députée de l'Ardèche

Pascal CHERKI (*)
Député de Paris

Florence DELAUNAY
Députée des Landes

Laurence DUMONT
Députée du Calvados

Linda GOURJADE (*)
Députée du Tarn

Serge JANQUIN
Député du Pas-de-Calais

Romain JORON
Député de la Somme

Marie-Line REYNAUD
Députée de Charente

Michel POUZOL (*)
Député de l'Essonne
Conseiller

Denys ROBILIARD (*)
Député Loir-et-Cher

Barbara ROMAGNAN (*)
Député du Doubs

Gérard SEBAOUN (*)
Député du Val-d'Oise

Alexis BACHELAY
Député des Hauts-de-Seine
Porte-Parole

Hervé FERON (*)
Député-Maire de Tomblaine

Michel VERGNIER
Député-Maire de Guéret

Chaynesse KHIROUNI
Députée de Meurthe-et-Moselle -
Conseillère municipale de Nancy

Paola ZANETTI
Députée de Moselle
Conseillère régionale Grand Est

Philippe MARTIN
Député et PR du CD du Gers

Régis JUANICO
Député de la Loire
Conseiller départemental de la Loire
Porte-Parole

Mathieu HANOTIN (*)
Député de Seine-Saint-Denis
Conseiller départemental Saint-Denis-Sud
Directeur de campagne

Parlement européen

Guillaume BALAS

Isabelle THOMAS

Édouard MARTIN

Équipe de campagne

Mathieu HANOTIN (*)
Député de Seine-Saint-Denis et Conseiller départemental Saint-Denis-Sud
Directeur de campagne

Projet et programme

Laurence DUMONT
Députée du Calvados
Coordinatrice du projet

Nicolas MATYJASIK
Chargé du Programme

Guillaume BALAS
Député européen
Coordinateur du projet

Jean-Baptiste PREVOST
Ancien président de l'UNEF
Chargé du programme

Conseillers et porte-paroles

Naïma Charaï
Conseillère régionale
Nouvelle Aquitaine
Conseillère politique

Régis JUANICO
Député de la Loire
Conseiller départemental de
la Loire
Porte-Parole et conseiller
politique

Michel POUZOL (*)
Député de l'Essonne
Conseiller

Alexis BACHELAY
Député des Hauts-de-Seine
Porte-Parole

Fanélie CARREY-CONTE (*)
Conseillère régionale d'IdF

Sandrine CHARNOZ
Conseillère de Paris

Naïma Charaï
Conseillère régionale
Nouvelle Aquitaine

Benoît PAYAN
Conseiller départemental
des Bouches-du-Rhône

Territoires

Les sénateurs

Georges LABAZEE
Sénateur des Pyrénées-Atlantiques

Jean-Pierre GODEFROY
Sénateur de la Manche

Pierre COHEN
Ancien Maire de
Toulouse

Yvette ROUDY
Ancienne ministre des
droits des femmes

Soutiens

(*) : frondeurs

L'entourage d'Arnaud MONTEBOURG



QG de campagne : 33, rue du Docteur-Roux (Paris Xve) – <http://www.arnaudmontebourg-2017.fr/>

Parlement européen

Emmanuel MAUREL

Les députés

Laurent BAUMEL (*)
Député d'Indre-et-Loire

Philippe BAUMEL (*)
Député de Saône-et-Loire

Marie-Françoise BECHTEL
Députée de l'Aisne

Jean-Pierre BLAZY (*)
Député du Val d'Oise

Kheira BOUZIANE (*)
Députée de la Côte-d'Or

Députée de la Moselle
Ancienne ministre de la culture

Yann GALUT
Député du Cher

Daniel GOLDBERG
Député de Seine-Saint-Denis

Edith GUEUGNEAU (*)
Députée de Saône-et-Loire

Jérôme LAMBERT
Député de la Charente

Députée de la Haute-Garonne
Présidente de la Commission des Affaires sociales

Christophe LEONARD (*)
Député des Ardennes

Pierre-Alain MUET
Député du Rhône
VP de la Commission des Finances

Philippe NOGUES
Député du Morbihan

Christian PAUL (*)
Député de la Nièvre

Député du Gard

Christophe PREMAT
Député des Français de l'étranger

Cécile UNTERMAIER
Députée de Saône-et-Loire

Patrick LEBRETON
Député de la Réunion

Michel LESAGE
Député des Côtes-d'Armor

Catherine LEMORTON

Patrice PRAT(*)

Territoires

Aurélie FILIPPETTI (*)
Laurent CATHALA
Maire de Créteil
Député du Val-de-Marne

fidèles

Les sénateurs

Henri CABANEL
Sénateur de l'Hérault

Jérôme DURAIN
Sénateur de la Saône-et-Loire
Conseiller politique

Gaëtan GORCE
Sénateur de la Nièvre

Jérôme GUEDJ
Conseiller départemental de l'Essonne

Anne FERREIRA
Ancienne Présidente du CR de Picardie

Pierre DUBREUIL
Conseiller Régional d'IdF

Mai HAEFFELIN
VP du CR des Pays-de-la-Loire

Maya AKKARI
Adjointe au Maire du XVIIe arrondissement de Paris

Aquilino MORELLE
Ancien Conseiller spécial de François HOLLANDE

Jean-Pierre CHEVENEMENT

Soutiens

Porte-Paroles

Catherine LEMORTON
Députée de la Haute-Garonne

Philippe BAUMEL
Député de Saône-et-Loire

Constance BLANCHARD
Adjointe au maire d'Arcueil

Patrice PRAT (*)
Député du Gard

Yann GALUT
Député du Cher

Habiba BIGDADE
Adjointe au maire de Nanterre

Jérôme GUEDJ
Conseiller départemental de l'Essonne

Projet

Laurent BAUMEL
Député d'Indre-et-Loire
Délégué général en charge du projet

Jean-Baptiste BARFETY
Directeur de cabinet

Entourage majeur

(*) : frondeurs

Le « projet France »
200.000 votes sur la plateforme collaborative de constitution des programmes.
30.000 « artisans »

L'entourage de Vincent PEILLON



QG de campagne : 94, rue de l'Ouest (Paris XIVe) – <http://www.vp2017.fr/>

Équipe de campagne

Patrick BLOCHE
Député de Paris
Directeur de campagne

Marc MANCEL
Député de Paris
Secrétaire Général

Porte-paroles

Christophe PIERREL
Coordination
Ancien chef adjoint du cabinet
du président de la République

Karine BERGER
Députée des
Hautes-Alpes
Responsable idées
& projet

Philippe BONNEFOY
Mobilisation et
animation des
réseaux locaux

Bruno JULLIARD
Président du
collectif de soutien

George PAU-LANGEVINN
Députée de Paris

Sébastien DENAJA
Député de l'Hérault

Colombe BROSEL

Emmanuel GREGOIRE

Roseline SARKISSIAN

Kamel CHIBLI

Sarah PROUST
Coordination projet

Territoires

Anne HIDALGO
Maire de Paris

Christophe GIRARD
Maire de Paris IVe

Catherine BARATTI-ELBAZ
Maire de Paris XIIe

Roseline SARKISSIAN
Conseillère régionale IdF
Porte-parole

Colombe BROSEL
Vice-Présidente du Conseil de
Paris

Isabelle THIS SAINT-JEAN
Conseillère régionale d'IdF

Porte-parole

Catherine VEYSSY
VP du CR de Nouvelle
Aquitaine

Kamel CHIBLI
VP du CR d'Occitanie
Porte-Parole

Les sénateurs

David ASSOULINE
Sénateur de Paris

Claudine LEPAGE
Sénatrice des Français de l'étranger

Jacques-Bernard MAGNER
Sénateur du Puy-de-Dôme

Parlement
européen

Eric ANDRIEU

Pervenche BERES

Sylvie GUILLAUME
VP du Parlement européen

Gilles PARGNEAUX

**Christine REVAULT
D'ALLONES**

Kader ARIF
Député de Haute-
Garonne

**Colette
CAPDEVIELLE**
Députée des
Pyrénées-
Atlantiques

Karine BERGER
Députée des
Hautes-Alpes
Responsable Idées
& projet

Patrick BLOCHE
Député de Paris
Directeur de
campagne

Les députés

Valérie CORRE
Députée du Loiret

Député de Corrèze

Valérie RABAULT
Député du Tam-et-
Garonne

Philippe NAILLET
Député de La
Réunion

Marie RECALDE
Député de Gironde

Sébastien DENAJA
Député de l'Hérault
Porte-Parole

**George PAU-
LANGEVIN**
Députée de Paris
Ancienne Ministre
Porte-parole

**Eduardo RIHAN
CYPEL**
Député de Seine-et-
Marne

Sandrine DOUCET
Députée de Gironde

Martine MARTINEL
Députée de Haute-
Garonne

Élisabeth POCHON
Députée de Seine-
Saint-Denis

Patrick MENNUCCI
Député des Bouches-
du-Rhône

Philippe NAUCHE

Pierre Moscovici
Ancien ministre de
l'économie et des Finances

Soutiens

Entourage majeur



L'entourage de Manuel VALLS

QG de campagne : 104, Avenue de France (Paris XIIIe) – <http://manuelvalls.fr>

Gouvernement Cazeneuve

- | | | |
|---|---|--|
| Ericka BAREIGTS
Ministre des Outre-Mer | Jean-Yves LE DRIAN
Ministre de la Défense
Pdt du CR de Bretagne | Jean-Jacques URVOAS
Garde des Sceaux |
| Pascal BOISTARD
Secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées et de l'Autonomie | Jean-Marie LE GUEN
Secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie | Najat VALLAUD-BELKACEM
Ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche |
| Harlem DESIR
Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes | Bruno LE ROUX
Ministre de l'Intérieur | André VALLINI
Secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie |
| Christian ECKERT
Secrétaire d'Etat au Budget | Juliette MEADEL
Secrétaire d'Etat chargée de l'aide aux victimes. | Bernard RULLIER
Conseiller relations avec le Parlement du Président de la République |
| Myriam EL KHOMRI
Ministre du Travail, de l'Emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social | Jean-Vincent PLACE
Secrétaire d'Etat chargé de la Réforme de l'Etat et de la Simplification | |
| Matthias FEKL
Secrétaire d'Etat chargé du Commerce extérieur, de la Promotion du tourisme et des Français de l'Etranger | Laurence ROSSIGNOL
Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes | |
| Patrick KANNER
Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports | Michel SAPIN
Ministre de l'Economie et des Finances | |

Fleur PELLERIN
Ancienne Ministre de la culture et de la communication

Jack LANG
Ancien Ministre de la culture et de l'Education nationale

Claude BARTOLONE
Président de l'Assemblée nationale

Jean-Claude GAYSSOT
Ancien Ministre de l'équipement, des transports et du logement

Garde rapprochée

Yves COLMOU
Ancien conseiller politique à Maitignon

Sébastien GROS
Ancien chef de cabinet de Valls à Maitignon

Soutiens

Équipe de campagne

Directeur de campagne
Didier GULLAUME
Sénateur de la Drôme
Pdt du groupe socialiste

Comité de soutien
Coprésidé par :

Cindy LEONI
Ancienne
Présidente de SOS Racisme

Alexandre LEROY
Ancien Président de la FAGE

Porte-paroles

Olivier DUSSOPT
Député-Maire d'Annonay (ex-Aubryiste)

Mathieu KLEIN
Pdt du CD de Meurthe-et-Moselle (ex-aubryiste)

Pôle territoire / Élus

Nathalie APPERE
Député-Maire de Rennes

Président du CR de l'Aude

Elsa DI MEO
Secrétaire nationale du PS

Stéphanie RIOCREUX
Sénatrice-Maire de Benais

Ericka BAREIGTS
Ministre des Outre-Mer

Michel DAGBERT
Pdt du CD du Nord-Pas-de-Calais

David HABIB
Député des Pyrénées-Atlantiques VP de l'Assemblée nationale

Loubna MELIANE
Militante féministe et antiraciste
Conseillère régionale d'IDF

Carlos DA SILVA
Député de l'Essonne
Conseiller régional d'IDF

Alain BERTRAND
Sénateur de la Lozère

Marie LE VERN
Députée et Conseillère départementale de Seine-Maritime

Philippe DOUCET
Député du Val-d'Oise
Conseiller municipal d'Argenteuil

Carole DELGA
Adjointe au maire du 10^e arrondissement de Paris

Élise FAJGELES
Conseillère régionale Occitanie

André VIOLA

Parlement européen

Louis-Joseph MANSCOUR
Député européen

Les députés

- | | | |
|--|---|--|
| Patricia ADAM
Députée du Finistère | Sophie ERRANTE
Députée de Loire-Atlantique | Dominique RAIMBOURG
Député de Loire-Atlantique |
| Guillaume BACHELAY
Député de Seine-Maritime | Hugues FOURAGE
Député de Vendée | Gwendal ROUILLARD
Député du Morbihan |
| Yves BLEIN
Député-Maire de Feyzin | Laurent GRANDGUILLAUME
Député de Côte-d'Or | Odile SAUGUES
Députée du Puy-de-Dôme |
| Christophe BORGEL
Député de Haute-Garonne | Élisabeth GUIGOU
Députée de Seine-Saint-Denis | Jean-Michel VILLAUME
Député de Haute-Saône |
| Malek BOUTHIF
Député de l'Essonne | Razzy HAMMADI
Député de Seine-Saint-Denis | |
| Christophe CARESCHE
Député de Paris | Anne-Yvonne LE DAIN
Députée de l'Hérault | |
| Marie-Françoise CLERGEAU
Députée de Loire-Atlantique | Michel PAJON
Député de Seine-Saint-Denis | |
| Guy DELCOURT
Député du Pas-de-Calais | Maud OLIVIER
Députée de l'Essonne | |
| Pascal DEMARTHE
Député de la Somme | Rémi PAUVROS
Député du Nord | |
| Françoise DUMAS
Députée du Gard | Sébastien PIETRASANTA
Député des Hauts-de-Seine | |
| Yves DURAND
Député du Nord | Pascal POPELIN
Député de Seine-Saint-Denis | |

- | | | |
|---|--|--|
| Nathalie APPERE
Députée-Maire de Rennes
Pôle territoire/Élus | d'Annonay
Fameck
Porte-parole | Kleber MESQUIDA (*)
Député de l'Hérault
Pdt du CD de l'Hérault |
| Carlos DA SILVA
Député de l'Essonne
CR d'Île-de-France
Pôle territoire/Élus | Jean GLAVANY
Député des Hautes-Pyrénées
Vice-président du conseil départemental | Bruno NESTOR-AZEROT
Député de Martinique
Maire de Sainte-Marie |
| Carole DELGA
Députée de Haute-Garonne
Pdte de la Région Occitanie
Pôle territoire/élus | David HABIB
Député-Maire de Mouxenx
Porte-parole | Robert OLIVE
Député-maire de Saint-Feliu-d'Amont |
| Philippe DOUCET
Député du Val-d'Oise
Conseiller municipal d'Argenteuil
Porte-parole | Marie LE VERN
Députée et Conseillère départementale de Seine-Maritime
Porte-parole | Alain ROUSSET
Député de Gironde
Pdt du CR de Nouvelle-Aquitaine |
| Olivier DUSSOPT
Député-Maire | Michel LIEBGOTT
Député-Maire de | |

- | | |
|--|---|
| Olivier BIANCHI
Maire de Clermont-Ferrand | territoire/Élus |
| François BONNEAU
Pdt du CR Centre-Val-de-Loire | Michel DAGBERT
Pdt du CD du Nord-Pas-de-Calais
Pôle territoire/Élus |
| Francis CHOUAT
Maire d'Evry | |
| Mathieu KLEIN
Président du CD de Meurthe-et-Moselle | |
| André VIOLA
Président du CR de l'Aude
Pôle | |

Territoires

- | | | |
|---|---|---|
| Luc CARVOUNAS
Sénateur du Val-de-Marne
Maire d'Alfortville | Michèle ANDRE
Sénatrice du Puy-de-Dôme | HERVIAUX
Sénatrice du Morbihan |
| Stéphanie RIOCREUX
Sénatrice-Maire de BENAIS
Porte-parole | Alain BERTRAND
Sénateur de la Lozère | Rachel MAZUIR
Sénateur de l'Ain |
| Étienne GIRAUD
Sénatrice de l'Isère
Conseillère Régionale Rhône-Alpes-Auvergne | Pôle territoire/Élus | Alain RICHARD
Sénateur-Maire de Saint-Ouen-l'Aumône |
| Jean-Claude LEROY
Sénateur et Conseiller Départemental du Pas-de-Calais | Yannick BOTREL
Sénateur des Côtes-d'Armor | Sylvie ROBERT
Sénatrice d'Ille-et-Vilaine |
| | Jacques CHIRON
Sénateur de l'Isère | Jean-Louis TOURENNE
Sénateur d'Ille-et-Vilaine |
| | Yves DAUDIGNY
Sénateur de l'Aisne | Jean-Louis TOURENNE
Sénateur d'Ille-et-Vilaine |
| | Didier GUILLAUME
Sénateur de la Drôme
Pdt du groupe socialiste
Directeur de campagne | Yannick VAUGNARD
Sénateur de Loire-Atlantique |
| | Odette | |

Les sénateurs

Entourage majeur

Méthodologie du comparatif des propositions

SEANCE PUBLIQUE, dans le cadre de ses missions de veille et d'analyse, a collecté depuis février 2016 les propositions programmatiques des principaux candidats.

Les Livres des candidats, discours, lettres ouvertes, interventions médiatiques des candidats ou éléments de programme directement accessibles en ligne sont progressivement intégrés dans POLITICOM®, système d'information interne.

Tous les verbatim peuvent être extraits et classés par thèmes, sous-thèmes et candidats .

Ce document permet à ce stade du débat de connaître les propositions des candidats de la primaire citoyenne dite « Belle alliance populaire ».

Afin de faire de cette démarche un outil de travail, notre parti pris a été de préciser les sources et verbatim précis et dates des prononcés.

Agriculture, budget, écologie, économie, emploi et travail, énergie, recherche et innovation, santé, solidarité, urbanisme et logement, transport et mobilité sont les 12 grands thèmes qui ont permis ce travail pour ces candidats. Ils comprennent tous des sous-thèmes. D'autres thèmes sont disponibles mais comprennent peu de positions.

Agriculture

Agroécologie

Date	Proposition	Candidat	Source
08/12/2016	"Généraliser les contrats de filière agro-écologique pour rééquilibrer les marges entre acteurs de la filière, et développer le mieux-disant environnemental, à partir d'initiatives couronnées de succès mais qui restent marginales (Système U – Terrena, Système U – Biolait, Filière Qualité Carrefour)."	HAMON Benoît	Programme
	"En application du principe de précaution, nous retirerons les autorisations de tous les pesticides pour lesquels un certain niveau de dangerosité est permis (c'est le cas par exemple du Glyphosate). Nous ne pouvons pas attendre que les maladies surviennent pour protéger les populations. De même, les autorisations de mise sur le marché seront soumises à des exigences renforcées. L'Etat engagera tous les moyens nécessaires (aides financières pour la conversion, accès au foncier, conseil technique et appui) pour accompagner les agriculteurs dans la transition vers une agriculture à taille humaine et biologique pour tous. Nous interdirons l'importation des produits agricoles utilisant une substance interdite en France."		
	"Voter sans délai un moratoire sur les pesticides néo-nicotinoïdes"		
	"Au niveau européen, labelliser les pesticides (nature et quantité autorisées) pour conditionner les subventions de la PAC au respect de hautes exigences en la matière."		
15/12/2016	"Je lancerai un programme d'investissements agricoles de 5 milliards d'euros pour soutenir les projets de développement agroécologique, les circuits-courts et les coopératives et faciliter l'installation des jeunes agriculteurs qui souhaitent reconverter des exploitations en fermes bio ou agroécologiques."		
10/01/2017	"La mise en avant de l'agro-écologie est donc un élément fondamental d'une reprise en main écologique de l'agriculture par les agriculteurs comme par les citoyens contre les grands intérêts des multinationales de la chimie. Le ministère est aussi, évidemment, le ministère de l'alimentation. Il conduira une politique (...) pour promouvoir un modèle répondant aux nouveaux impératifs de santé environnementale"		
12/01/2017	" - Reconnaître toutes les agricultures et promouvoir un modèle répondant aux nouveaux impératifs de santé environnementale. "	VALLS Manuel	Programme
12/01/2017	« Je m'engage fermement pour la santé des générations futures et souhaite acter du remplacement des pesticides par des alternatives naturelles dans tous les usages récréatifs ou d'agriculture à proximité des habitations. »	MONTEBOURG Arnaud	Programme
10/01/2017	"Je soutiendrai l'augmentation des surfaces cultivées de manière conforme à l'agriculture biologique de 25% en soutenant leurs débouchés notamment par la conversion des cantines scolaires en nourriture d'origine biologique".		
03/01/2017	"Je refuse les cultures OGM sur le sol français et je souhaite que l'on durcisse la législation européenne sur les perturbateurs endocriniens et que l'on remplace progressivement les pesticides par des techniques naturelles de rotation des cultures et de restauration des zones de floraison sauvage."	PEILLON Vincent	Programme
	"Il faudra poursuivre les efforts engagés sur la méthanisation et privilégier les méthodes agricoles qui permettent de stocker davantage de gaz carbonique dans les sols".		

Circuits courts

08/12/2016	"Favoriser les circuits courts de production notamment en matière alimentaire, ce qui aura pour effet de réduire le gaspillage. Un soutien financier sera apporté aux plus démunis pour avoir accès à cette alimentation de qualité."	HAMON Benoît	Programme
	"Mobiliser les leviers de la digitalisation et de la dématérialisation pour relier directement producteurs et consommateurs, dans le cadre de circuits potentiellement plus longs en distance, mais courts en intermédiaires."		
17/12/2016	"Il faut réinventer le modèle agricole, baisser la productivité et augmenter les revenus pour les agriculteurs. On doit investir dans le bio et les circuits courts".	MONTEBOURG Arnaud	Le Télégramme
03/01/2017	"Je veux encourager les conversions vers l'agriculture biologique, dépasser les 20 % de « bio dans les restaurations collectives publiques d'ici 2022, consolider la lutte contre le gaspillage alimentaire et soutenir les circuits d'approvisionnement locaux."	PEILLON Vincent	Programme

Condition animale

10/01/2017	« S'attacher à une plus juste répartition des marges entre producteurs, intermédiaires et grande distribution ; - Soutenir l'agriculture biologique et raisonnée sur des circuits courts ; - Favoriser le bio et les repas sous label de qualité dans la restauration scolaire collective ; - Veiller à des conditions d'abattage plus respectueuses des animaux »	PINEL Sylvia	Programme
08/12/2016	"Lancer un plan contre la maltraitance animale: nos objectifs en matière de qualité de vie et de qualité de l'alimentation ne justifient pas les maltraitances qui se sont multipliées récemment dans les abattoirs, à des seules fins de rendement économique. Nous devons garantir le respect des plus hautes exigences en matière de bien-être de l'animal, en toutes circonstances, et sans exception."	HAMON Benoît	Programme
20/12/2016	« Un défenseur des droits des animaux (...) sera nommé : (...) il aura pouvoir de demander des mesures de fermeture administrative immédiate d'abattoirs dans lesquels auraient été constatées des formes récurrentes de maltraitance. (...) Il émettra des avis publics sur les politiques menées concernant les espèces protégées ».	De RUGY François	Programme

Entreprises agricoles

15/12/2016	"Je modifierai les critères de l'examen des dossiers de reprise d'exploitation afin de favoriser le développement de cultures maraichères aux abords des villes. Je soutiendrai aussi les intermédiaires: AMAP, ruches... Une telle mesure permettra de créer de véritables ceintures vertes autour des villes, de favoriser le développement des circuits courts et l'autonomie alimentaire, et donc de réduire la pollution liée aux transports."	HAMON Benoît	Programme
17/12/2016	"On doit également aider les agriculteurs à devenir des producteurs d'énergie. Il faut développer l'innovation agricole".	MONTEBOURG Arnaud	Le Télégramme

Forêt

12/01/2017	"Le secteur de la forêt doit être mieux valorisé dans la transition énergétique. (...) Je m'engage à accentuer les efforts faits depuis cinq ans pour cette filière."	VALLS Manuel	Programme
------------	---	---------------------	-----------

Politique Européenne

15/12/2016	"Je négocierai au niveau européen pour que 400 millions d'euros de la Politique Agricole Commune soient consacrés au financement des agriculteurs prêts à adopter le modèle agroécologique. Ce modèle réduit l'usage des engrais et autres intrants, préserve les ressources naturelles et recourt aux circuits courts notamment."	HAMON Benoît	Programme
10/01/2017	"Je continuerai à nourrir un dialogue exigeant avec la Commission européenne pour que Bruxelles soit un acteur réactif et disponible pour l'agriculture française. Il faudra conduire des négociations sur la PAC 2020 que je veux plus régulatrice, transformée en une politique de l'alimentation de qualité tournée vers le double respect des travailleurs du secteur agricole et des consommateurs"	VALLS Manuel	Programme
	" J'engagerai une initiative européenne sur la question de la concurrence dans le secteur alimentaire pour ne pas laisser les producteurs en état de soumission constante aux acteurs de la distribution"		
	" - Conduire des négociations sur la PAC 2020 que je veux plus régulatrice, transformée en une politique de l'alimentation de qualité tournée vers le double respect des travailleurs du secteur agricole et des consommateurs. "		
	" - Engager une initiative européenne sur la question de la concurrence dans le secteur alimentaire pour ne pas laisser les producteurs en état de soumission constante aux acteurs de la distribution. "		
	"Quant à la PAC (...) elle doit devenir une politique alimentaire pour les consommateurs, et un outil de protection pour les producteurs. Elle doit s'adapter pour protéger les agriculteurs en leur offrant de véritables filets de sécurité face à l'hypervolatilité des marchés agricoles et à la libéralisation non régulée (lait, céréales) mais aussi en stimulant l'innovation et en réinventant des régulations."		
16/01/2017	"La PAC doit être réformée, la répartition des aides devant à l'avenir prendre aussi en compte : <ul style="list-style-type: none"> ☒ Les unités de main d'œuvre présentes à la ferme, afin de protéger l'emploi plutôt que d'encourager la seule mécanisation, - La rémunération des services rendus par une agriculture respectueuse des équilibres, des ressources et de l'eau en particulier, des biodiversités sauvages et domestiques, du climat et de la santé" 	PINEL Sylvia	Programme
03/01/2017	"Il faut répondre au désarroi de nos agriculteurs en les protégeant du dumping agricole par la reconnaissance d'une exception agricole dans le commerce mondial, en réintroduisant des outils de régulation du marché dans la PAC et en renforçant la position des agriculteurs face à la grande distribution."	PEILLON Vincent	Programme

Politique nationale

08/12/2016	"Utiliser les instruments de la puissance publique comme la commande publique, notamment dans les cantines scolaires, afin de valoriser, structurer et développer les initiatives responsables existantes au niveau local."	HAMON Benoît	Programme
23/06/2016	"Je travaille sur un plan de souveraineté alimentaire car il faut être autosuffisant, reconstruire un modèle avec les producteurs, distributeurs et consommateurs, construire une alternative (...) Industrie et agriculture sont les deux mamelles de la France".	MONTEBOURG Arnaud	La Nouvelle République
10/01/2017	" - Faciliter l'action des CUMA et autres coopératives agricoles - Faciliter l'installation des jeunes agriculteurs - Prévoir des dispositifs de soutien à l'investissement des petites entreprises agricoles - Veiller à l'amélioration du dispositif de retraites agricoles"	PINEL Sylvia	Programme

Budget

Dépense et investissement publics

15/12/2016	"J'ai, quand j'étais Premier Ministre, opéré un transfert d'une part de la TVA pour donner de la ressource aux régions. Pour ce qui concerne les conseils départementaux qui jouent un rôle essentiel pour nos solidarités, je propose de transférer une part de la CSG."	VALLS Manuel	Interview sur France Inter
15/12/2016	"Je porterai le budget consacré au développement et à la diffusion de l'art et de la culture à 1% du PIB. Je garantirai l'accès de tous et toutes à la culture dans nos territoires, pour que les moyens de la culture ne doivent plus être une variable d'ajustement. Émancipatrice et créatrice de lien social, la culture est essentielle à la République."	HAMON Benoît	Site
19/12/2016	"Je suis favorable à ce que 80 % de la commande publique et des marchés publics soient pour nos PME made in France."	MONTEBOURG Arnaud	Le Parisien
18/12/2016	"Je propose que la BCE restitue l'argent aux populations et aux états pour relancer l'économie. C'est ce que je propose avec (...) une relance écologique pour rénover les bâtiments (...) c'est une stratégie de mise en marche des PME"		JT de TF1

Dettes et déficits publics

15/12/2016	"Je plaiderai auprès de nos partenaires européens pour l'annulation de la dette accumulée depuis 2008 des pays membres les plus endettés détenue par les Etats membres de l'UE. Il faut desserrer l'étau qui étouffe les pays du Sud. Je pousserai parallèlement pour une mutualisation de la dette européenne : il faut que les Etats soient solidaires en se portant caution mutuellement sur leur dette actuelle et en émettant pour l'avenir une dette commune. Enfin, j'œuvrerai pour faire évoluer les statuts de la BCE et faciliter le financement direct de la dette des Etats."	HAMON Benoît	Site
	"Je plaiderai pour que les opérations extérieures et les investissements consentis en faveur de la sécurité de l'Europe ne soient plus intégrés au déficit français. Avec le Brexit, la France deviendra le seul Etat-membre à soutenir un effort de défense qui profite à tous. »		
19/12/2016	"Je propose un plan de relance de 30 Mds€ sur les trois premières années du quinquennat. 10 Mds€ de baisses d'impôts pour les classes moyennes et populaires via la baisse de la CSG qui doit devenir progressive. Ensuite, 20 Mds€ seront consacrés à des dépenses de relance dans les infrastructures qui auront pour l'essentiel une portée écologique : la fibre, les réseaux, etc."	MONTEBOURG Arnaud	Le Parisien
	"[pour les 30 Md de plan de relance] Je prends 10 milliards de réduction du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) que je retire aux grands groupes qui n'en ont pas besoin. Concernant les 20 autres milliards, je propose de la dette mais quand on met 1 € dans l'économie, on en obtient 3."		

Fraude fiscale

15/12/2017	"Je mettrai en place un reporting public pays par pays pour toutes les entreprises afin d'identifier les activités de leur filiale et repérer les sociétés « boîtes aux lettres ». Je renforcerai les moyens et les effectifs de la direction générale des finances publiques pour pouvoir identifier et poursuivre les fraudeurs. J'adapterai notre fiscalité pour que les GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple) n'y échappent plus alors qu'ils ont un établissement stable en France."	HAMON Benoît	Site
05/01/2017	"je propose de faire sauter le « verrou de Bercy », en permettant aux agents du fisc de saisir directement le procureur s'ils décèlent des indices laissant supposer une fraude aggravée, voire le juge en cas de fraude en bande organisée. Il faudra donner à l'autorité judiciaire la plénitude des moyens d'enquête nécessaire et rendre les sanctions publiques. "	PEILLON Vincent	Programme
22/12/2016	"Une période de 6 mois consacrée à la régularisation de la situation fiscale des contribuables possédant des avoirs non déclarés à l'étranger sera ouverte dès le lendemain de l'élection présidentielle. Le rapatriement de ces avoirs donnera lieu aux pénalités réglementaires. Après ce délai, les Français frappés d'une condamnation pour évasion fiscale feront l'objet d'une peine d'indignité nationale."	De RUGY François	Programme

Fiscalité entreprise

08/12/2016	"Le rapport de l'eurodéputée luxembourgeoise Mady Delvaux propose de faire financer le revenu de base par des cotisations portant sur les robots. Les gains attendus d'une telle cotisation sont considérables. A l'horizon 2025, on considère que 3 millions d'emplois pourraient disparaître en raison de l'automatisation. Pour chacun de ces 3 millions d'emplois, on pourrait demander aux employeurs de payer les 30% de cotisations patronales habituelles sur la base d'un salaire fictif du robot égal au salaire moyen (2 957 euros en brut). Cela pourrait rapporter 32 milliards d'euros par an, qui contribueraient à financer le revenu universel d'existence."	HAMON Benoît	Site
	"En France, le partage des bénéfices se fait trop souvent en faveur des dividendes et au détriment de l'investissement. Je réduirai le coût du capital en modulant l'impôt sur les sociétés en fonction de la part de bénéfices réinvestis. Je conditionnerai les crédits d'impôt consentis chaque année par le CICE à la réalisation d'objectifs de création de postes, de progrès écologiques, et d'une réduction du temps de travail."		
	"Je ferai de l'harmonisation fiscale dans l'Union européenne une priorité. Je me battraï pour une harmonisation de l'assiette et un rapprochement des taux de l'impôt sur les sociétés, pour un taux plafond de la TVA et pour une harmonisation de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. La France sera à l'initiative de la création d'un nouvel impôt européen sur les GAFAs et les multinationales pour augmenter le budget de l'UE et renforcer ses marges de manoeuvre, notamment en termes d'investissements en faveur de la transition énergétique."		
	"Je créerai un statut unique pour tous les actifs afin de dépasser la distinction entre salariat et travail indépendant. Je rendrai ce statut plus protecteur selon le degré de vulnérabilité des actifs, à partir du socle commun du droit du travail et de la protection sociale. J'améliorerai la couverture retraite complémentaire et la couverture accident du travail/maladie professionnelle des indépendants. J'équilibrerai les prélèvements sociaux afin qu'à revenus égaux, un indépendant et un salarié cotisent du même montant."		
04/01/2017	"Je suis pour une société du travail et je suis pour redonner (...) du pouvoir d'achat. Il faut écouter les salariés et les fonctionnaires (...) et je crois qu'il faut revenir [à la défiscalisation des heures supplémentaires], en la plafonnant".	VALLS Manuel	20h de TF1
09/01/2017	" Quant aux heures sup, elles seront exonérées de cotisations sociales, ce qui veut dire une augmentation directe du salaire net. Et ces heures supplémentaires n'entreront pas dans le calcul de l'impôt sur le revenu."		Le Parisien
10/01/2017	"Les moyens de production doivent être préservés de toute nouvelle taxation"		Programme
12/01/2017	« Je prends l'engagement de conduire le désinvestissement des énergies fossiles dans l'ensemble du périmètre de l'Etat en 10 ans et j'encouragerai le secteur privé à en faire de même. Il s'agira d'accompagner une transformation nécessaire en réorientant les crédits, l'épargne et les possibilités de financement du passé, vers l'avenir. »	MONTEBOURG Arnaud	programme
16/01/2017	"je propose de réformer l'impôt sur les sociétés, avec un taux maximum de 20%, mais une assiette élargie, pour que nous puissions imposer les bénéfices et les activités mondiales des entreprises afin de lutter contre les paradis fiscaux."	PINEL Sylvia	20 minutes
	"je propose la suppression immédiate des charges sur la branche famille de la sécurité sociale payée par les employeurs pour leur donner de l'oxygène et leur permettre de recruter."		
	"je propose, pour lutter contre la précarité des CDD des personnes les moins qualifiées, un crédit d'impôt de 1,5%, dans la limite de deux SMIC pour les CDI."		
18/12/2016	"Je propose que quand un patron décide de s'augmenter de 5%, la condition c'est qu'il augmente tous ses salariés de 5%"	MONTEBOURG Arnaud	JT de TF1
24/10/2016	"Le RSI décourage et détruit des entreprises. Je propose que l'Etat reprenne en main sa gestion pour redonner de l'oxygène aux entreprises notamment en indexant les prélèvements sur les revenus."		Discours de Besançon
03/01/2017	" Les banques ont bénéficié de la solidarité nationale au moment de la crise. Je propose donc une surtaxe à hauteur de 5 milliards d'euros sur les banques. Cette surtaxe sera affectée à l'investissement dans la transition écologique et numérique."		Programme
05/01/2017	"C'est pourquoi je propose que le versement du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), qui est un crédit d'impôt reposant sur l'impôt sur les sociétés et qui peut donc chaque année faire l'objet d'une évaluation, soit conditionné à la signature d'accords d'entreprise ou de branche consacrés à la formation, à la recherche-développement et à la qualité de l'emploi et des conditions de travail. Je veux également conditionner le versement du CICE au non licenciement au sein des entreprises bénéficiaires."	PEILLON Vincent	Programme
05/01/2017	"J'élargirai le taux réduit d'IS de 15 % dont les PME bénéficient pour leur premiers 38 000 euros de bénéfice à leur premiers 100 000 euros de bénéfice."		

Imposition des ménages

08/12/2016	"L'impôt sur le revenu est inefficace. Il ne rapporte que la moitié de ce que rapporte la CSG. Il est devenu complexe, illisible et régressif et mine la confiance des Français dans l'impôt. Nous mettrons donc en œuvre une vaste réforme de l'IR qui renforcera sa progressivité et sa base. Rien que l'individualisation de l'impôt rapporterait plus de 20 milliards d'euros."	HAMON Benoit	Site
	"Je propose la création d'un impôt unique sur l'ensemble du patrimoine des Français. Cet impôt sera simple, progressif et net des dettes, ce qui évitera que celui qui s'est endetté pour acquérir son patrimoine soit aussi taxé que celui qui l'a reçu en héritage. Cet impôt permettrait de générer de 1,5 à 2 points de PIB de recettes fiscales en plus."		
	"Je mènerai une véritable révolution fiscale. J'organiserai une refonte de l'impôt sur le revenu, devenu complexe, illisible et régressif. Je l'individualiserai, élargirai son assiette par la fusion avec la CSG, et le rendrai plus progressif par une augmentation du nombre de tranches."		
05/01/2017	"il faut garder un impôt sur la fortune. Comment demander un effort aux Français sans que les plus fortunés soient imposés ?"	VALLS Manuel	L'Emission Politique - France 2
06/11/2016	"Je propose une baisse de la CSG sur les catégories dont les revenus sont les plus faibles et de la rendre progressive. Nous aurons un gain de pouvoir d'achat de 400 à 1200 euros par an."	MONTEBOUR G Arnaud	Programme
	"Je propose de diriger 10% des encours de l'assurance vie vers les PME car c'est là que se trouvent les emplois, le développement des territoires et la richesse de notre nation."		RTL Le Grand Jury
05/01/2017	"Afin de renforcer la progressivité de l'impôt, je poursuivrai dans la deuxième moitié du quinquennat, une fois la réforme du prélèvement à la source réalisée, le rapprochement entre la CSG et l'impôt sur le revenu en proposant une CSG progressive, bénéficiant aux ménages modestes qui paient aujourd'hui le même taux que les plus fortunés."	PEILLON Vincent	Programme
05/01/2017	" le taux d'impôt sur les successions devra varier selon le montant reçu par l'héritier au cours de sa vie (plus il a reçu de patrimoine, plus il doit s'acquitter d'un montant élevé d'imposition), ce qui aura pour effet d'inciter à une transmission mieux répartie des patrimoines des séniors"	PEILLON Vincent	Programme

Minimas sociaux

09/01/2017	" Le revenu décent, c'est une allocation d'environ 800 € qui se substituera à la dizaine de minima sociaux existants. Elle sera ouverte à tous les adultes sous conditions de ressources. Elle bénéficiera aussi, c'est une nouveauté, aux jeunes de 18-25 ans, en fonction de leurs revenus."	VALLS Manuel	Le Parisien
04/01/2017	"Il s'agit de fusionner tous les minima sociaux qui existent (...) aujourd'hui les jeunes ne peuvent pas avoir le RSA (...) le revenu décent est une manière de leur donner une seconde chance"		20h de TF1

Procédures budgétaires

10/01/2017	"Pour garantir [la] stabilité, notamment en matière fiscale, je souhaite que le Parlement définisse, une fois pour toutes, en début de quinquennat, les orientations générales des politiques fiscales qui seront conduites dans certains domaines structurants pour les acteurs économiques, dont la fiscalité de l'épargne, celle du logement, celle des bénéficiaires et celle de l'énergie. Seules les réformes prévues et annoncées dans ce cadre seront ensuite mises en œuvre."	VALLS Manuel	Programme
10/01/2017	"Il faut moderniser nos institutions, je veux que les citoyens participent davantage à cette démocratie et je veux renouveler le travail du Parlement".	VALLS Manuel	L'Emission Politique - France 2
	"Je souhaite un Parlement avec moins de députés et moins de sénateurs pour qu'ils puissent pleinement exercer leurs missions de contrôle de l'exécutif et d'évaluation des lois. Dans ce cadre là, j'ai proposé (...) que le 49.3 ne puisse s'appliquer que pour les textes budgétaires".	VALLS Manuel	

Défense / Dissuasion nucléaire

18/12/2016	"Plus que jamais, il nous faut pérenniser notre dissuasion nucléaire afin de garantir notre souveraineté, notre autonomie de décision et notre liberté d'action. "	HAMON Benoît	Programme
05/01/2017	"Pourrait être étudiée, en tant que de besoin, la réduction des moyens d'une dissuasion nucléaire excessivement coûteuse, (...) Il appartiendra alors à l'Etat-Major des Armées de proposer les arbitrages appropriés entre les composantes sous-marine et aérienne de notre force de dissuasion. "	PINEL Sylvia	Programme
06/01/2017	"(...) dissuasion nucléaire dont je maintiendrai les deux composantes stratégiques"	VALLS Manuel	Programme
05/01/2017	"J'assurerai également le renouvellement et l'ajustement de la composante de dissuasion nucléaire de notre défense nationale."	PEILLON Vincent	Programme

Ecologie

Déchets/ Recyclage

08/12/2016	"L'objectif est de passer rapidement d'une économie linéaire source de gaspillage à une économie circulaire via un plan « zéro déchet », qui comprend un volet de lutte contre le gaspillage alimentaire et une obligation pour les métropoles de recycler 50% de leurs déchets produits chaque année (objectif à l'horizon 2022)."	HAMON Benoît	Site
	"Lancer le combat contre l'obsolescence programmée des objets via la mise en place d'un plan pour inciter les entreprises et les citoyens à recycler, valoriser et réutiliser les matériaux et via la promotion active des produits éco-conçus."		
10/01/2017	<p>"Le perfectionnement de la politique environnementale peut être par ailleurs recherché au travers de mesures diverses telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'encouragement à l'emploi généralisé de modes de construction innovants, faisant appel à des matériaux propres et bio-sourcés - La généralisation des incitations à l'économie d'énergie dans les logements, par l'extension des mesures d'aide aux logements anciens mis en location - L'accroissement et l'adaptation des parts et modalités d'énergies renouvelables en fonction des atouts propres à chaque territoire - En matière de gestion des déchets, l'encouragement au recyclage, et notamment à l'incorporation dans les produits de matières recyclées" 	PINEL Sylvia	Programme

Fiscalité écologique

08/12/2016	"Instaurer une TVA différenciée pour les produits les plus vertueux. La fiscalité écologique devra encourager les industriels vertueux et l'économie circulaire."	HAMON Benoît	Site
	"Mobiliser l'épargne des Français au service de la transition écologique et attirer les flux financiers vers les projets « verts » grâce à un label « transition énergétique » pour les produits financiers"		
15/12/2016	"Je relancerai « l'Europe des projets » par la transition énergétique en veillant à positionner systématiquement la France en leader. Il nous appartient à reconstruire la légitimité de l'Union Européenne sur cette thématique fondamentale pour l'avenir des peuples via une contribution ambitieuse des Etats, le fléchage des financements privés vers les investissements verts grâce à des mécanismes incitatifs et la suppression de toutes les subventions aux énergies fossiles."		
10/01/2017	"L'un des premiers défis pour notre économie, pour notre société toute entière, est environnemental. (...) Nous ne pouvons donc plus penser l'économie en dehors de toute considération environnementale. (...) Les soutiens publics à l'économie seront donc prioritairement tournés vers les technologies bas carbone, vers la nouvelle économie verte, l'économie circulaire."	VALLS Manuel	Programme

Principe de précaution

08/12/2016	"Aller au delà du principe de précaution en constitutionnalisant les biens communs et en développant une démocratie environnementale"	HAMON Benoît	Site
------------	---	---------------------	------

Gouvernance écologique

08/12/2016	<p>"Relancer « l'Europe des projets », via la transition énergétique : planifier les projets de la transition énergétique à l'échelle européenne en positionnant systématiquement la France en leader sur ces sujets en Europe et peser pour que les investissements publics en faveur de la transition écologique ne soient plus comptabilisés dans les 3% de déficit (critères de Maastricht)"</p> <p>"Créer 13 agences régionales de développement des nouveaux modèles de production et de consommation. Ces 13 agences seront chargées de la montée en puissance de notre nouveau modèle de développement"</p> <p>"Lancer une grande conférence nationale Écologie-Prévention-Protection-Santé dans les six mois après la présidentielle qui fera de la France la nation pionnière et fer de lance en Europe dans ce domaine"</p>	HAMON Benoît	Site
10/01/2017	<p>"Je réunirai les ministères de l'écologie, de l'industrie et de l'énergie dans un même ministère afin de coordonner les efforts de la France dans ce domaine (...) La feuille de route, pourra être définie lors d'une Grande conférence environnementale dès l'automne 2017."</p> <p>"Nous mettrons en place, à l'instar de ce qu'a proposé Nicolas Hulot, un comité des partenaires sociaux et des acteurs économiques pour planifier la transition écologique et les transitions professionnelles qui l'accompagnent."</p> <p>"les mesures proposées pour répondre à l'urgence climatique sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire de la santé environnementale (pollution, particules fines, pesticides, perturbateurs endocriniens) une grande cause nationale. - Orienter les soutiens publics à l'économie en priorité vers les technologies bas carbone et l'économie circulaire <p>- Réunir les ministères de l'écologie, de l'industrie et de l'énergie dans un ministère unique afin de coordonner les efforts de la France dans ce domaine.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Continuer à développer les énergies renouvelables et faire de la France un leader européen dans ce domaine. - Taxer lourdement les importations sur le marché intérieur ne respectant pas nos règles environnementales." <p>" Faire de la santé environnementale (pollution, particules fines, pesticides, perturbateurs endocriniens) une grande cause nationale.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser une grande conférence environnementale dès l'automne 2017 pour fixer une feuille de route ambitieuse." <p>" - continuer à développer les énergies renouvelables pour parvenir à un mix énergétique et faire de la France un leader européen dans ce domaine.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Orienter les soutiens publics à l'économie en priorité vers les technologies bas carbone et l'économie circulaire <p>- soutenir la recherche dans le stockage de l'électricité et généraliser la pose de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments publics.</p> <p>- mise en place d'un comité des partenaires sociaux et des acteurs économiques pour planifier la transition écologique et les transitions professionnelles qui l'accompagnent."</p> 	VALLS Manuel	Programme
12/01/2017	<p>« Je soutiendrai l'économie de la mer, filière indispensable à la relance économique et durable de la France autour de savoir-faire incontournables et essentiels pour capter l'énergie de la mer et rendre cette filière plus durable. »</p> <p>« Je porterai à Bruxelles la possibilité d'interdire unilatéralement la commercialisation en France de tout produit contrevenant aux règles environnementales et sanitaires édictées par la représentation nationale. »</p> <p>« La France ne ratifiera plus les traités ultérieurs de libre-échange que la Commission européenne négocie en notre nom et dans notre dos. C'est la fin du TAFTA et du CETA. »</p>	MONTEBO URG Arnaud	programme

Pollution

08/12/2016	"Acter un plan résolu de sortie du diesel à l'horizon 2025 (...) Cette fin du diesel passera par la fin de l'avantage fiscal accordé au diesel, l'installation de bornes de recharge sur le réseau ainsi que par un effort coordonné au niveau européen pour investir dans la recherche et le développement de l'autonomie des batteries pour voiture électrique."		
08/12/2016	"Lutter contre la pollution de l'air, c'est refaire confiance au train. La France fut pendant longtemps la patrie du rail, j'entends qu'elle le reste. A l'heure où le fondateur de Tesla investit des milliards dans Hyperloop, une technologie de rupture pour le train à ultra grande vitesse (1000 km/h annoncés), la France ferait le choix du bus low cost. Sortons de cette anachronisme, et dotons nous, avec d'autres nations de l'UE, d'un Airbus du rail, à même de répondre à la demande des nombreux Etats qui sur tous les continents font le choix de la très grande vitesse, sans émission de CO2, ni particules fines."	HAMON Benoît	Site
22/12/2016	« Fermeture des centrales à charbon ou au fuel ».	de RUGY François	Programme internet
	« Dès 2018, les grandes agglomérations [pourront] limiter la circulation des véhicules diesel ».		
	« la commercialisation [des véhicules diesel] sera proscrite en 2025 »		
	« Des avantages spécifiques seront octroyés aux voitures sobres et à l'autopartage (stationnement, tarif d'autoroutes, voies réservées) ».		
10/01/2017	"Cette logique de sobriété et d'innovation, nous devons également l'étendre à la politique de l'eau. Là aussi, le gaspillage et la pollution doivent être combattus. Il s'agit d'abord de favoriser la réhabilitation des réseaux de distribution, dont la vétusté peut faire perdre jusqu'à un tiers de l'eau transportée. Il faudra également innover, par exemple en promouvant des méthodes d'irrigation plus économes ou en distinguant clairement les circuits d'eau obligatoirement potable des autres, nécessitant moins de traitements."	VALLS Manuel	Programme
	" - favoriser la réhabilitation des réseaux de distribution des réseaux d'eau, dont la vétusté peut faire perdre jusqu'à un tiers de l'eau transportée. - innover en promouvant des méthodes d'irrigation plus économes ou en distinguant clairement les circuits d'eau obligatoirement potable des autres, nécessitant moins de traitement. "		
12/01/2017	« Je poursuivrai la politique de sortie progressive du diesel pour le secteur automobile français. Les villes doivent se réinventer, nous continuerons le travail engagé avec les acteurs de la ville de demain et l'ensemble de la filière. »	MONTEBOURG Arnaud	programme
	« La croissance décarbonée, celle qui investit son énergie et son intelligence dans l'économie d'énergie est un champ inexploré. C'est donc un investissement que la nation doit engager. »		

Économie

Consommation

05/01/2017	"[Fixer] des objectifs à la grande distribution en matière de ventes alimentaires (seuil minimal de 25 % produits bio), de proximité géographique des fournisseurs (pour favoriser les circuits courts) et de conditions de travail (pour limiter les contrats incomplets et les horaires de travail mités) sera établi."	de RUGY François	Programme
------------	---	-------------------------	-----------

Économie (général)

15/12/2016	"Je revaloriserai immédiatement le SMIC, les minima sociaux à hauteur de 10% et le point d'indice de la fonction publique."	HAMON Benoît	Site
	"Je faciliterai la reprise d'entreprises par les salarié.e.s en améliorant les formations professionnelles sur le fonctionnement des SCOP et en mettant en place une assistance technique de l'Etat (la DIRECCTE) lors de la création du dossier de reprise."		
10/01/2017	"Les moyens de production doivent être préservés de toute nouvelle taxation"	VALLS Manuel	Programme
	" - Ouvrir un droit à la création d'entreprise, avec un accompagnement dédié et un prêt de l'Etat à taux zéro, sans remboursement les premières années pour aider nos entrepreneurs à se lancer. - Mettre en place un droit à la qualification et à la reconversion professionnelle pour tous. Donner à chacun les moyens d'évoluer, de changer de métier, d'adapter ses compétences en permanence, grâce à la formation."		
22/12/2016	"Une protection sociale équivalente à celle des salariés sera garantie pour l'ensemble des travailleurs indépendants. Le RSI se verra ainsi totalement intégré au régime général selon le principe d'une couverture égale à cotisations égales"	de RUGY François	Programme
18/01/2017	« Une allocation pour l'autonomie des jeunes de 450€ mensuels sera versée sous conditions de ressources aux jeunes étudiants et en formation. Elle leur permettra de se consacrer pleinement à leurs études et réduira l'échec dans les études. »	MONTEBOURG Arnaud	programme
11/01/2017	"instituer un crédit d'impôt, simple et de portée générale, en faveur des contrats d'emploi durable : le crédit d'impôt CDI, qui pourrait être égal à 1,5% des salaires rémunérant les CDI, dans la limite de 2 fois le SMIC."	PINEL Sylvia	Programme

Économie numérique

08/12/2016	"Garantir l'accès des citoyens à davantage de données produites ou utilisées par l'Etat et les administrations locales (hors défense et sécurité de l'Etat)"	HAMON Benoît	Site
10/01/2017	"Je souhaite que chaque TPE-PME puisse bénéficier à la fois d'un accompagnement conseil et d'un appui financier pour opérer sa propre modernisation numérique"	VALLS Manuel	Programme
	" - l'état doit permettre à notre économie de saisir toutes les opportunités de la révolution numérique. - faciliter le recrutement de chauffeurs français par les plateformes offrant des engagements de loyauté et les meilleurs conditions de travail plutôt que simplement les prix les plus attractif. . "		

Export

05/01/2017	" je créerai une « BPI conseil exportation » au sein de la BPI. Cette branche proposera un conseil juridique pour la structuration d'un contrat à l'étranger, un service de traduction et également des conseils en financement, afin d'aider les entreprises à identifier les potentialités de marchés extérieurs"	PEILLON Vincent	Programme
------------	---	------------------------	-----------

Économie sociale et solidaire

08/12/2016	"Lancer l'acte II de l'économie sociale et solidaire : accompagner cette économie d'avenir pour qu'elle passe de 10 à 20% du PIB d'ici 2025"	HAMON Benoît	Site
	"Je soutiendrai la création d'emplois de qualité dans l'ESS en ciblant une partie des aides actuellement réservées aux entreprises classiques sur ce secteur d'avenir. J'améliorerai la formation des enseignants sur l'ESS et promouvoir sa prise en compte par les académies et dans les programmes SES. Je renforcerai les formations initiales et continues qui donnent des clés pour y entreprendre."		
22/12/2016	"La gouvernance territoriale et les structures d'accompagnement à la reprise d'entreprises par leurs salariés seront soutenues et un plan de formation initiale et continue autour des modes de gestion et des pratiques coopératives (...) sera initié."	de RUGY François	Programme
05/01/2017	"Inciter les entrepreneurs traditionnels à transmettre leur entreprise à leurs salariés réunis en SCOP : une exonération de la taxation sur les plus-values pourra être accordée à un chef d'entreprise qui passe la main à ses salariés"	PEILLON Vincent	Programme

Industrie

10/01/2017	"Il faut augmenter les droits de douanes (...). La France doit exercer pleinement son rôle de leadership en Europe (...) L'Etat doit avoir un rôle de stratège en matière industrielle"	VALLS Manuel	L'Émission Politique - France 2
19/12/2016	"Je suis favorable à ce que 80 % de la commande publique et des marchés publics soient pour nos PME made in France."	MONTEBOURG Arnaud	Le Parisien

Marchés Publics

19/12/2016	"Je suis favorable à ce que 80 % de la commande publique et des marchés publics soient pour nos PME made in France."	MONTEBOURG Arnaud	Le Parisien
10/01/2017	"les politiques d'achat public de l'État et de l'ensemble des collectivités publiques doivent également servir de leviers de développement pour [les PME et les TPE]. Cela suppose de leur réserver une part significative de la commande publique, comme le font nombre de nos concurrents. Je porterai donc l'idée d'un European Buy Act."	VALLS Manuel	Programme
	"Je renforcerai (...) l'obligation de diviser chaque marché public en lots accessibles aux PME. Je veillerai aussi attentivement au respect des délais de paiement et sanctionnerai effectivement les manquements qui pénalisent particulièrement les petites entreprises."		
05/01/2017	"Tout marché public devra comporter des critères tenant compte de l'impact environnemental des prestations proposées par les entreprises soumissionnaires. Un taux minimal de marchés publics comportant des clauses d'insertion des personnes éloignées de l'emploi sera fixé par la loi "	de RUGY François	Programme

Emploi et travail

Dialogue social

15/12/2016	"Je renforcerai l'implication des syndicats dans la prise de décisions stratégiques et je garantirai leur accès exhaustif à l'information. J'encouragerai la syndicalisation par une grande campagne d'information dans les entreprises. Je mettrai en place un chèque syndical pour faciliter la syndicalisation en PME et pouvoir négocier à armes égales."	HAMON Benoît	Site
	"Je renforcerai la représentativité des conseils d'administration et de surveillance des sociétés selon la règle des trois tiers : 1/3 de sièges pour les représentant.e.s des actionnaires 1/3 des sièges pour les représentant.e.s des salarié.e.s (administrateurs.trices muni.e.s de droits de vote, désigné.e.s par les organisations syndicales selon leur représentativité) 1/3 de sièges pour les représentant.e.s des parties extérieures affectées (clients, fournisseurs, collectivités locales, ONG, sous-traitants)."		
	"Je créerai un droit de veto pour les représentant.e.s des salarié.e.s élus au comité d'entreprise sur les grands choix stratégiques dans les entreprises de plus de 2000 salarié.e.s. Ce veto pourra porter sur les choix de l'entreprise en termes de délocalisation, de digitalisation, d'utilisation des fonds publics (CICE, CIR), de robotisation ou de fermeture d'usine."		
	Je ferai reconnaître le syndrome d'épuisement professionnel, dit « burn out », comme une maladie professionnelle. Grâce à cette mesure, les entreprises seront reconnues responsables de la souffrance au travail de leurs salariés. Elles seront contraintes soit d'en assumer le coût (soins, prévention), soit de modifier en profondeur leurs méthodes de management.		
10/01/2017	"Il faut monter en gamme notre économie, il faut en même temps donner de nouveaux droits à ces salariés [sans lesquels] il y a exploitation"	VALLS Manuel	L'Emission Politique - France 2
05/01/2017	"Je [défend], comme je l'ai toujours fait, une durée légale à 35 heures par semaine et une juste rémunération des heures supplémentaires par les employeurs."	PEILLON Vincent	Programme
18/12/2016	« Je propose que les salariés rentrent dans les conseils d'administration des entreprises »	MONTEBOURG Arnaud	JT de TF1

Retraites

15/12/2016	"Je créerai un statut unique pour tous les actifs afin de dépasser la distinction entre salariat et travail indépendant. Je rendrai ce statut plus protecteur selon le degré de vulnérabilité des actifs, à partir du socle commun du droit du travail et de la protection sociale. J'améliorerai la couverture retraite complémentaire et la couverture accident du travail/maladie professionnelle des indépendants. J'équilibrerai les prélèvements sociaux afin qu'à revenus égaux, un indépendant et un salarié cotisent du même montant."	HAMON Benoît	Site
	« J'inclurai le temps consacré aux engagements associatifs dans le calcul des droits à la retraite. »		
12/01/2017	" - Revaloriser les petites retraites et les retraites agricoles. La retraite minimale de ceux qui ont assez cotisé pour avoir une retraite à taux plein (« minimum contributif ») sera augmentée de 10%."	VALLS Manuel	programme
16/01/2017	"les revalorisations doivent se faire au fur et à mesure, tous les ans, pour accompagner le coût de la vie. Ensuite, je défends le système de retraites par répartition et solidaire. je propose un système transparent et égalitaire de retraite par points que l'on accumule tout au long de sa vie professionnelle et qui ouvre le droit à une pension."	De RUGY François	programme
16/01/2017	"je souhaite passer à un système de retraite par points, pour la pénibilité, la maternité, le handicap."	PINEL Sylvia	20 minutes
03/01/2017	"Les retraités sont lourdement taxés alors même que leur situation financière est très variable. Il conviendra de résoudre définitivement la question des demi-part veuf/veuve, qui pénalise injustement leur pouvoir d'achat"	MONTEBOURG Arnaud	Manifeste social

Formation professionnelle et apprentissage

05/01/2017	"doter la France d'une stratégie nationale pour les compétences des actifs ; elle visera à définir les standards de compétences dont notre économie a besoin et à mettre en œuvre les moyens de les diffuser".	PEILLON Vincent	Programme
	"relever l'âge-plafond pour entre en apprentissage de 25 à 30 ans"		
13/01/2017	« Je propose la création d'un régime d'assurance-formation, cogéré par les partenaires sociaux, l'Etat et les régions, ainsi que la création d'une « carte-vitale temps-formation », permettant de suivre des formations et de reprendre des études tout au long de la vie." »	MONTEBOURG Arnaud	Programme

Travail/Emploi

15/12/2016	"J'abrogerai immédiatement la loi Travail. Je rétablirai la hiérarchie des normes afin que notre code du travail continue de prévaloir sur les accords négociés par les branches et les entreprises, sauf lorsque les accords apportent une protection supplémentaire aux salarié.e.s."	HAMON Benoît	Site
	"Je lutterai contre le salariat déguisé des entreprises ubérisées. Je requalifierai leurs « collaborateurs » en salariés. Il faut que l'employeur.euse paye ses cotisations sociales, et que ces salarié.e.s bénéficient de leurs droits (congés, protection contre les licenciements abusifs). Je lutterai contre leurs montages d'optimisation fiscale, semblables à ceux utilisés par les autres géants du net (les GAFA). Je refuserai que ces entreprises bénéficient de nos services publics sans contribuer à l'impôt."		
	"Je propose d'organiser la baisse du temps de travail par un droit inconditionnel au temps partiel accompagné d'une compensation salariale, et d'inciter financièrement les entreprises à valoriser la réduction du temps de travail, mesure pouvant être notamment financée par une réaffectation du CICE. Les entreprises seront incitées à le faire selon des formes multiples (semaines de 4 jours, congé sabbatique, temps partiel). La durée légale sera maintenue à 35h."		
	"Je créerai un statut des dirigeant.e.s de grandes entreprises afin de moraliser les pratiques : prohibition des rémunérations dépourvues de lien avec l'amélioration des résultats au cours de leur mandat, prohibition des stock options, fin des retraites chapeaux en cas de démission ou de perte de confiance du conseil d'administration. Je rendrai les dirigeant.e.s responsables en cas de pratiques managériales sources de souffrance avérée au travail."		
	"Je négocierai un « traité social européen » pour que l'UE soit à nouveau synonyme de progrès social. Ce traité mettra fin au dumping social et actera la convergence vers le haut des standards sociaux européens en commençant par la création d'un SMIC européen à hauteur de 60% du salaire moyen. La directive travailleurs détachés sera révisée pour garantir le respect du principe « à travail égal, salaire égal »: lutte contre la fraude des sous-traitants, renforcement des inspections du travail et des contrôles sur les chantiers."		
	Je reconnaitrai le droit à la déconnexion effectif et pour tous.tes pour améliorer le bien-être au travail. Smartphones et ordinateurs sont devenus des « laisses électroniques ». Le mal-être au travail peut gagner le domicile. Il devient difficile de distinguer le temps du travail de celui de la vie personnelle, il faut donc de nouvelles règles pour protéger les salariés		

Travail/Emploi

19/12/2016	<p>"Je suis favorable à l'abrogation de la loi El Khomri"</p> <p>"L'objectif normal d'un responsable politique qui prend en main le destin d'un pays, c'est d'abord et toujours le plein-emploi. (...) ce doit être un objectif constant [pour y parvenir, il faut] des plans de relance."</p>	MONTEBOURG Arnaud	Le Parisien	
13/01/2017	<p>« Je propose de défiscaliser le télétravail en incitant les entreprises à se réorganiser pour favoriser le travail à distance qui permettra aux Français de vivre là où ils le souhaitent, on réduira la pollution par les transports dans les grandes agglomérations, on diminuera les charges foncières des entreprises ayant moins besoin de bureaux, on augmentera la productivité des salariés car plus heureux au travail et moins fatigués par les temps de transport. »</p> <p>"je souhaite abroger la loi travail car Je considère que quand on change une règle qui a pour but de régler la conflictualité entre des intérêts objectivement contradictoires, il est normal que quand on demande aux uns de faire un effort, on offre les contreparties sur la table. Il n'y a eu aucune contrepartie proposée dans cette loi. »</p> <p>« Je propose de reprendre l'idée de Michel Rocard consistant à indexer les salaires dans chaque entreprise sur les gains de productivité effectivement réalisés grâce aux efforts de la communauté des salariés. »</p> <p>« Apprivoiser la révolution numérique, c'est amener les plateformes à assumer la protection sociale de leurs salariés qui sont aujourd'hui faussement indépendants. A nous de faire émerger une société de travailleurs autonomes avec une protection sociale et un revenu décent et de contribuer à la libération par le travail et non pas l'apparition d'un esclavage numérique en transformant les entrepreneurs en serfs »</p>		programme	
22/12/2016	<p>"Une protection sociale équivalente à celle des salariés sera garantie pour l'ensemble des travailleurs indépendants. Le RSI se verra ainsi totalement intégré au régime général selon le principe d'une couverture égale à cotisations égales"</p> <p>« Dans les régions qui en feront la demande, une expérimentation sera menée afin de faciliter le développement de groupements d'employeurs, salariant de manière permanente des personnes intervenant dans les entreprises membres du groupement. » (...) « Les groupements bénéficieront d'une exonération de charges pour chaque recrutement de jeunes et seniors »</p> <p>« Une assurance-chômage destinée aux indépendants sera, par ailleurs, mise en place par le biais d'une allocation de perte d'activité ».</p> <p>« Une protection sociale équivalente à celle des salariés sera garantie pour l'ensemble des travailleurs indépendants. Le RSI se verra ainsi totalement intégré au régime général selon le principe d'une couverture égale à cotisations égales. »</p> <p>« le régime de la microentreprise sera assoupli, à travers l'augmentation des seuils de chiffre d'affaires, la renégociation du plafond de la franchise en base de TVA et l'incitation au passage à la société commerciale. ».</p>		De RUGY François	Programme
15/12/2016	<p>"Il y a un problème majeur pour les Français, c'est la question du pouvoir d'achat (...) Je rétablirai les heures supplémentaires défiscalisées. C'est une proposition que je fais, que je vais détailler, qui ne doit pas nuire à l'emploi c'est pour ça qu'il faut plafonner pour éviter les effets d'aubaine."</p>		VALLS Manuel	Interview sur France Inter
05/01/2017	<p>« Je n'envisage pas [l'abrogation de la loi travail], car je souhaite notamment conserver et approfondir le compte personnel d'activité, le droit à la déconnexion et l'extension de la garantie jeunes. »</p>	PEILLON Vincent	Programme	

Énergie

Énergies renouvelables

08/12/2016	"Atteindre l'objectif de 50% d'énergie renouvelable dès 2025 : lancer un plan massif d'investissement public pour aider les citoyens à s'équiper en matériel de production d'énergie renouvelable domestique."	HAMON Benoît	Site
	"En tant qu'Etat actionnaire, amorcer une réorganisation des compétences d'EDF pour mieux mettre en valeur ses capacités de recherche et de production d'énergie renouvelable. Plutôt que de privilégier son expertise dans le nucléaire, EDF doit investir dans les énergie renouvelable et accompagner la décentralisation de cette production en fonction des atouts de nos territoires."	HAMON Benoît	Site
	"Je relancerai « l'Europe des projets » par la transition énergétique en veillant à positionner systématiquement la France en leader. Il nous appartient à reconstruire la légitimité de l'Union Européenne sur cette thématique fondamentale pour l'avenir des peuples via une contribution ambitieuse des Etats, le fléchage des financements privés vers les investissements verts grâce à des mécanismes incitatifs et la suppression de toutes les subventions aux énergies fossiles."	HAMON Benoît	Site
22/12/2016	« Fermeture des centrales à charbon ou au fuel ».	De RUGY François	programme en ligne
10/01/2017	"Poursuivre une politique environnementale de croissance par la recherche d'économies d'énergie fondées sur l'innovation, par le soutien aux énergies renouvelables, comme à la sûreté de l'énergie nucléaire civile"	PINEL Sylvia	Programme
	"Soutien déterminé aux énergies renouvelables (éolien terrestre et éolien flottant en mer, solaire, géothermie...) dont le développement ne doit pas être entravé par des obstacles trop systématiquement dressés à l'encontre des projets concrets de mise en oeuvre".		
10/01/2017	"Nous devons continuer à développer les énergies renouvelables, pour parvenir à un mix énergétique moderne et faire de la France un leader européen dans ce domaine. Cela veut dire soutenir la recherche dans le stockage de l'électricité, ou encore généraliser la pose de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments publics."	VALLS Manuel	Programme
12/01/2017	« La croissance décarbonée, celle qui investit son énergie et son intelligence dans l'économie d'énergie est un champ inexploré. C'est donc un investissement que la nation doit engager. »	MONTEBOURG Arnaud	Programme
	"Nous soutiendrons un plan massif de rénovation thermique des logements, d'un montant de 100 milliards, qui devra déployer des méthodes nouvelles, ambitieuses et moins coûteuses pour rénover les logements, comme le développe par exemple le programme Energisprong en Europe et en France. Mais parce que l'initiative privée prend du temps, j'assumerai de rénover dans la durée du quinquennat l'ensemble des bâtiments et du patrimoine public (hors patrimoine historique et culturel) car l'Etat doit donner l'exemple. Et je publierai rapidement le décret tertiaire obligeant la rénovation des bâtiments recevant du public dans un délai décennal. "		
	« J'observe dans l'énergie à quel point les modèles d'autoproduction, d'autoconsommation, qu'ils soient individuels ou coopératifs ou collectifs, sont en train de transformer, à la maison, au bureau, à l'usine, la capacité de fabriquer de l'électricité pour soi-même ou pour son environnement immédiat, à un prix compétitif. C'est la fabrication décentralisée et coopérative de l'énergie comme un moyen de choisir son mode de vie, renouvelable, écologique et de proximité. »		

Nucléaire

22/12/2016	« Disparition à l'horizon 2040 de toute production d'électricité nucléaire »	De RUGY François	programme en ligne
	« il faut aller plus loin en décidant une règle claire : la fermeture des centrales nucléaires à 40 ans, et leur substitution par les énergies renouvelables et les économies d'énergie. Dès qu'une centrale atteindra les 30 ans, EDF devra mettre en place un programme de reconversion afin de garantir la pérennité de l'emploi pour les personnels (...) »		
10/01/2017	"Les risques et les inconvénients du nucléaire civil dans sa technologie actuelle (fission) doivent être maîtrisés par le contrôle et le renforcement des mesures de sûreté. La recherche en vue de l'usage de technologies nouvelles (fusion nucléaire) doit être préservée et encouragée"	PINEL Sylvia	Programme
16/01/2017	"je n'oppose pas les énergies renouvelables à l'énergie nucléaire. Celle-ci est le gage de notre indépendance, de notre capacité à avoir une énergie bon marché. Je suis pour une écologie de progrès, pas une écologie de blocage."		20 minutes
10/01/2017	"Il nous faut consolider un secteur nucléaire sécurisé, en fermant ou en prolongeant la vie des centrales selon un calcul économique clair."	VALLS Manuel	Programme
12/01/2017	« Je vois la question du nucléaire comme une décroissance de long terme naturelle. Ce sont les autorités de sûreté qui devront prendre les décisions de fermeture des centrales. Je pense que la question sécuritaire est fondamentale et les décisions que cette autorité aura à prendre, dicteront la politique de remplacement. »	MONTEBOURG Arnaud	Programme

Gaz de schiste

12/01/2017	« Je suis opposé aux gazs de schiste dont les techniques d'exploitation polluent les sous-sols. Ma position est pragmatique : je souhaite d'abord remplacer les énergies fossiles par les énergies renouvelables. »	MONTEBOURG Arnaud	Programme
10/01/2017	"L'exploitation des gaz de schistes par la technique actuelle de fracturation hydraulique ne peut être admise, la recherche de technologies non préjudiciables à l'environnement restant évidemment acceptable"	PINEL Sylvia	Programme

Recherche / Innovation

08/12/2016	"Créer une commission permanente sur les enjeux éthiques et sociaux liés aux avancées scientifiques et à la révolution numérique."	HAMON Benoît	Site
11/01/2017	"- Offrir un soutien puissant à la recherche privée. Le crédit d'impôt recherche a déjà été amélioré. Nous avons également créé le crédit d'impôt innovation pour les PME. Je souhaite que le recours à ces dispositifs soit simplifié et que les entreprises puissent faire appel à des certificateurs agréés pour l'éligibilité des projets. - Encourager le développement des relations entre la recherche publique et la recherche privée, notamment par le renforcement des outils de transfert de technologie. "	VALLS Manuel	Programme

Santé

15/12/2016	"Je porterai un droit à la santé universel, indépendamment du statut professionnel ou personnel de chacun.e. Je modifierai la répartition de l'aide à l'accès aux complémentaires santé : les 8 milliards d'euros d'aides publiques actuelles (ANI et avantages Madelin) doivent aussi toucher les fonctionnaires, les retraité.e.s, les étudiant.e.s et les chômeurs.euses de longue durée. J'affecterai une partie de ces aides au financement de la Sécurité sociale, après que la mise en place du Revenu universel a mis fin à ces inégalités."	HAMON Benoît	Site
15/12/2016	"Je rouvrirai des centres d'accueil du Planning Familial dans toute la France pour donner à chaque femme le droit effectif de s'informer et de disposer de son corps. Le planning familial offre un accompagnement complet pour l'IVG (réponse aux questions, possibilité d'accompagnement pour les mineurs...) et pourtant, les inégalités territoriales sont encore très fortes, notamment dans les milieux ruraux ou pour les jeunes qui ne peuvent pas se déplacer seuls."		
15/12/2016	"Je mettrai l'accent sur la prévention pour réduire la consommation d'alcool par un contrôle renforcé du respect de la réglementation dans les grandes surfaces pour les mineurs, mais aussi en facilitant la procédure pour les contrôles d'alcoolémie au volant. La réduction de la consommation de tabac sera mon deuxième objectif : pour cela, j'autoriserai aux policiers municipaux de contrôler le respect de la réglementation pour les mineurs."		
16/01/2017	Je lutterai contre les déserts médicaux en retirant le conventionnement aux médecins qui s'installent en zone surdotée. Cette mesure n'entrave en rien la liberté d'installation du médecin, qui peut toujours choisir de s'y installer : il ne bénéficiera simplement plus du conventionnement. J'encouragerai le développement de maisons de santé pluridisciplinaires rassemblant des médecins libéraux, appuyés par une société de service pour les fonctions support.		
16/01/2017	Je ferai reconnaître le syndrome d'épuisement professionnel, dit « burn out », comme une maladie professionnelle. Grâce à cette mesure, les entreprises seront reconnues responsables de la souffrance au travail de leurs salariés. Elles seront contraintes soit d'en assumer le coût (soins, prévention), soit de modifier en profondeur leurs méthodes de management.		
18/01/2017	"Je légaliserai le cannabis et j'encadrerai sa distribution. Il faut tuer les trafics à la source et protéger nos citoyens des pratiques des dealers. J'utiliserai les 568 millions d'euros annuels utilisés pour la répression à des fins de prévention et d'information sur les risques associés à cette consommation. Plus que jamais, la prévention doit être au coeur de notre politique de santé publique." Nous devons investir tous les relais possibles pour faire connaître à la population les risques associés à la consommation de drogues.		
18/01/2017	"Je reconnaitrai le droit à la déconnexion effectif et pour tous.tes pour améliorer le bien-être au travail. Smartphones et ordinateurs sont devenus des « laisses électroniques ». Le mal-être au travail peut gagner le domicile. Il devient difficile de distinguer le temps du travail de celui de la vie personnelle, il faut donc de nouvelles règles pour protéger les salariés."		
18/01/2017	Je créerai le droit à une aide médicale pour mourir dans la dignité pour toutes les personnes atteintes d'une maladie incurable qui le demandent, au moment où elles le demandent. La dignité est un droit primordial qui doit être garanti tout au long de la vie, y compris dans les moments les plus difficiles.		

09/01/2017	"Comme il y a des endroits dans lesquels les médecins n'ont pas envie de s'installer, je propose plutôt la création d'un statut de professionnel de santé. Il serait ouvert aux personnes qui ont une expérience de dix ans et qui exercent des professions paramédicales comme les kinésithérapeutes, les infirmiers, les pharmaciens. L'Etat paierait deux années d'études dans le cadre d'un master médical puis, en contrepartie, ces praticiens iraient s'installer dans les endroits qui en ont le plus besoin. Ils seraient évidemment en lien avec un généraliste pour tout cas médical particulier."		La Gazette des communes
18/01/2017	« Une réforme du mode de fixation des prix des médicaments par les laboratoires sera engagée, afin de mieux protéger les intérêts de la Sécurité sociale. »	De RUGY François	programme
	« L'Aide Médicale d'État sera maintenue. »		
	« Les Français pourront signer un contrat de santé avec leur médecin généraliste et leur mutuelle, qui leur garantira un suivi régulier et personnalisé pour améliorer la prévention et une limitation des coûts des soins. »		
	« Une grande loi santé - environnement sera soumise au Parlement (...). Elle modifiera en profondeur notre logiciel sanitaire pour mieux prendre en compte la connaissance et la prévention des risques environnementaux. »		
	« Les chaînes de télévision seront tenues, dans le cadre de leurs obligations contrôlées par le CSA, de consacrer au minimum 0,25 % de leur temps d'antenne (...) à des messages ou des émissions de prévention concernant la santé. »		
	« En matière de prévention, des bilans de santé gratuits, réalisés tout au long de la vie seront mis en place, afin de détecter les maladies et facteurs de risque en amont. »		
19/01/2017	« Un master médical ouvert aux professionnels de santé ayant au moins dix ans d'expérience sera créé. En contrepartie de la prise en charge financière des études par l'Etat, obligation sera faite aux diplômés de s'installer sur des territoires où des départs à la retraite de médecins non-remplacés sont enregistrés. ».		
09/01/2017	"Il faut d'abord préserver nos hôpitaux publics qui font face à une demande de plus en plus importante dans les territoires où la médecine libérale est de moins en moins présente. Il faut poursuivre l'implantation de maisons de santé médicalisées dans les territoires urbains, périurbains, ruraux, dans les villes moyennes. Pour ce qui est de l'implantation des médecins sur le territoire, il faut une politique plus volontariste."		Le Parisien
09/01/2017	"Il faut en effet des réformes structurelles lourdes : dépasser le numerus clausus pour qu'il y ait plus de médecins (...), réforme des études de médecine (...) et aussi pour ces territoires où il n'y a plus de médecins, il faut une politique plus volontariste d'installation des médecins (...) nous n'avons pas d'autres choix que de limiter l'installation".		Le Parisien
09/01/2017	"ai des convictions et je pense que nous pouvons aller plus loin sur le droit à mourir dans la dignité. Mais il faut avancer par étapes, rechercher le consensus. "	VALLS Manuel	Le Parisien
12/01/2017	" - doubler le budget de la prévention santé."		
11/01/2017	" - Améliorer l'accès aux soins en remboursant à 100%, c'est à dire sans ticket modérateur, un ensemble de soins de ville. - En finir avec les dépassements d'honoraire en secteur II conventionné. »		programme
11/01/2017	" - Intensifier la lutte contre les déserts médicaux. - Augmenter le nombre de médecins avec la suppression du numerus clausus dans les études médicales. - Faire plus pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes vivant avec un handicap. "		

19/12/2016	"Je propose donc une mutuelle à prix modéré, qu'organiserait la Sécurité sociale elle-même. Les frais de gestion seraient moindres que ceux actuels des mutuelles et cela améliorerait la protection sociale."	MONTEBOURG Arnaud	Le Parisien
18/01/2017	« 36% des français ont renoncé aux soins l'année dernière. Je propose de créer une mutuelle de la sécurité sociale à prix modéré pour protéger les français qui ne peuvent bénéficier de la CMU et qui ne peuvent s'offrir des mutuelles privées, trop chères »		programme
	« Je propose que l'on salarie des médecins et que la sécurité sociale crée des dispensaires publics en complément des maisons de santé déjà existantes lorsque les délais de prise en charge des patients sont trop longs. »		
	« Je veux rendre hommage aux personnels qui œuvrent au quotidien, à ces invisibles de la solidarité qui occupent des emplois relationnels indispensables. Je propose de créer chaque année 5 000 postes nouveaux dans les hôpitaux publics, indispensables à notre système. »		
	« je suis favorable à l'ouverture des couples de femmes à la PMA. »		
	« Cette consultation annuelle remboursée à 100% pour les moins de 25 ans permettra de réduire les coûts pour l'assurance maladie par une détection plus précoces des problèmes bucco-dentaires. »		
	« La situation étant particulièrement grave en matière de tarifs dentaires, mais aussi de prothèses auditives, je propose d'établir un plafonnement légal des tarifs des actes prothétiques et des soins les plus courants. »		
	« L'ambition d'une Sécurité sociale du XXIe siècle doit être d'atteindre une couverture complète de ces soins, en matière de prothèses auditives, de soins dentaires et de lunettes »		
17/01/2017	il conviendra de poursuivre l'installation des maisons de santé, d'inciter les 20 000 médecins remplaçants à exercer dans ces zones par des exonérations de cotisations et de d'impôts, et de permettre le développement de la télémédecine par un financement adéquat.	PEILLON Vincent	Programme
17/01/2017	je veillerai à consolider et étendre le tiers payant et m'attacherai à l'émergence d'une complémentaire santé publique. Je donnerai également à la médecine scolaire les moyens de ses missions		
17/01/2017	J'engagerai par ailleurs un combat déterminé contre les réseaux mafieux liés à la drogue par la légalisation encadrée du cannabis. C'est aussi une exigence de santé publique		
18/01/2017	"Le renforcement des moyens de traitement des cancers et maladies rares, comportant notamment une augmentation des effectifs des services de cancérologie »	PINEL Sylvia	Programme
17/01/2017	"Le renforcement du dispositif de lutte contre les affections cardio-vasculaires (Institut dédié et Plan comparables à ceux prévus en matière de cancers), et de lutte contre le diabète et l'obésité"		
17/01/2017	« L'investissement dans la santé à l'école et au travail"		
17/01/2017	"Généralisation des génériques et la délivrance de médicaments à l'unité et le développement de la chirurgie ambulatoire"		

Solidarité

08/12/2016	"Dès 2017, il faut lancer un choc de solidarité à destination des plus modestes. Le RSA sera augmenté de 10%, versé automatiquement à tous les ayant-droits (1/3 de non-recours actuellement), et tous les jeunes y auront désormais accès (18 – 25 ans). Entre 2018 et 2020, nous créerons un revenu universel sur la base du RSA majoré de 10%. Les 50 millions d'adultes que compte la France le toucheront chaque mois. Nous ferons monter en charge ce revenu pour atteindre 750 euros, afin d'éradiquer complètement la grande pauvreté et de modifier en profondeur notre rapport au travail."	HAMON Benoit	Site
	"Je revaloriserai immédiatement le SMIC, les minima sociaux à hauteur de 10% et le point d'indice de la fonction publique."		
	"Dès 2017, j'ouvrirai une grande conférence des acteurs de la lutte contre l'exclusion pour sélectionner et généraliser les démarches d'accompagnement qui ont fait leurs preuves, grâce à un soutien massif de l'Etat. Tout passage à la rue laisse des traces, parfois pour toute la vie. Notre responsabilité collective est non seulement de prévenir cette souffrance par l'amélioration de l'accès aux droits, mais aussi de réparer et de faire cesser ces situations intolérables qui continuent de frapper des milliers de nos concitoyens."		
09/01/2017	"Je renforcerai l'accompagnement social des militaires et une amélioration des RH militaires: amélioration de l'information favorisant l'anticipation et la préparation de la reconversion civile, suivi pendant une période de six mois à compter de son intégration dans l'emploi civil, mais aussi renforcement des sas de décompression pour les soldats partis en opérations extérieures."	François de RUGY	La Gazette des communes
	"Le RSA devrait être une compétence intercommunale. Les grandes intercommunalités pourraient en effet le faire aussi efficacement que les départements. Il faut cependant reconnaître qu'il n'est pas sain que celui qui paie, le département en l'occurrence, ne soit pas le même que celui qui en fixe le montant, ici l'Etat. Par ailleurs, l'accompagnement personnalisé se fait bien plus efficacement à l'échelon local qu'au niveau national."		
18/01/2017	"Je suis opposé [à un revenu minimum universel] (...) Plusieurs candidats à gauche en fixent aujourd'hui le montant à 548 euros, ce qui représente 300 milliards d'euros, l'équivalent de 50% de la protection sociale en France. Si on utilise ces fonds pour financer le revenu minimum universel, cela équivaut concrètement à la fin des retraites. Si on décide de le mettre en place sans puiser dans la protection sociale, il faut trouver de nouvelles recettes et donc augmenter les impôts."	MONTEBOURG Arnaud	Programme
	« Une allocation pour l'autonomie des jeunes de 450€ mensuels sera versée sous conditions de ressources aux jeunes étudiants et en formation. Elle leur permettra de se consacrer pleinement à leurs études et réduira l'échec dans les études. »		
	« Il nous faudra aller plus loin que la loi d'adaptation de la société au vieillissement en créant une allocation unique qui permettra de diminuer le reste à charge, en maison de retraite comme à domicile, en fonction de la situation financière de la personne âgée. »		
	« Il est nécessaire de revaloriser les minima sociaux sur la durée du quinquennat et simplifier l'accès aux droits pour en finir avec le non-recours. Il est inadmissible que les obstacles administratifs ou la complexité des procédures deviennent dissuasifs. »		
15/12/2016	« nous ne sommes pas égaux face à la difficulté de notre travail et son impact sur notre santé. Il conviendra d'amplifier cette dynamique de recensement des conditions de travail difficiles, qui sera ouverte aux ouvriers et travailleurs précaires qui pourront partir à la retraite dès 60ans. »	VALLS Manuel	Interview sur France Inter
	"Je travaille sur le revenu décent, parce que la question du travail est essentielle, je veux une société du travail. Je fais là aussi une proposition, compatible avec nos objectifs de finances publiques. Par la fusion des minima sociaux, par son lien avec le travail, sous condition de ressources, et ça concernera aussi les 18-25 ans, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui avec le RSA."		

Urbanisme / logement

15/12/2016	<p>Je renforcerai les sanctions à l'encontre des communes qui ne respectent pas la loi en matière de mise à disposition de logements social afin qu'elles soient véritablement dissuasives. Il n'est plus acceptable qu'on laisse des communes payer des sanctions plutôt que remplir leurs obligations en faveur de la mixité sociale et du logement pour tous. Je créerai un droit de l'Etat à se substituer aux maires pour construire, le cas échéant, des biens d'utilité publique à commencer par les logements sociaux.</p>	HAMON Benoit	programme
05/01/2017	<p>"Je renforcerai les sanctions à l'encontre des communes qui ne respectent pas la loi en matière de mise à disposition de logements social. Il n'est plus acceptable qu'on laisse des communes payer des sanctions plutôt que remplir leurs obligations en faveur de la mixité sociale et du logement pour tous. Je créerai un droit de l'Etat à se substituer aux maires pour construire, le cas échéant, des biens d'utilité publique à commencer par les logements sociaux."</p> <p>"Il faut ensuite continuer de construire des logements sociaux. Je propose de construire 40 000 logements pour [les] jeunes travailleurs , et il faut que ceux qui financent l'habitat social continuent de faire cet effort."</p> <p>" le secteur du bâtiment représente à lui seul plus du quart des émissions de gaz à effet de serre françaises. Un programme d'urgence [de rénovation thermique] est donc nécessaire. Il s'agit de rénover un million de logements, bureaux et bâtiments publics par an. Ce programme sera financé par des prêts garantis par les économies réalisées."</p>	VALLS Manuel	Programme
12/01/2017	<p>"Nous soutiendrons un plan massif de rénovation thermique des logements, d'un montant de 100 milliards, qui devra déployer des méthodes nouvelles, ambitieuses et moins coûteuses pour rénover les logements, comme le développe par exemple le programme Energisprong en Europe et en France. Mais parce que l'initiative privée prend du temps, j'assumerai de rénover dans la durée du quinquennat l'ensemble des bâtiments et du patrimoine public (hors patrimoine historique et culturel) car l'Etat doit donner l'exemple. Et je publierai rapidement le décret tertiaire obligeant la rénovation des bâtiments recevant du public dans un délai décennal. "</p>	MONTEBOURG Arnaud	programme
18/01/2017	<p>« Les possibilités d'accession sociale à la propriété et de location-accession seront élargies ».</p>	RUGY François de	programme

Transports / Mobilité

08/12/2016	"Acter un plan résolu de sortie du diesel à l'horizon 2025 (...) Cette fin du diesel passera par la fin de l'avantage fiscal accordé au diesel, l'installation de bornes de recharge sur le réseau ainsi que par un effort coordonné au niveau européen pour investir dans la recherche et le développement de l'autonomie des batteries pour voiture électrique."	HAMON Benôit	Site
	"Lutter contre la pollution de l'air, c'est refaire confiance au train. La France fut pendant longtemps la patrie du rail, j'entends qu'elle le reste. A l'heure où le fondateur de Tesla investit des milliards dans Hyperloop, une technologie de rupture pour le train à ultra grande vitesse (1000 km/h annoncés), la France ferait le choix du bus low cost. Sortons de cette anachronisme, et dotons nous, avec d'autres nations de l'UE, d'un Airbus du rail, à même de répondre à la demande des nombreux Etats qui sur tous les continents font le choix de la très grande vitesse, sans émission de CO2, ni particules fines."		
22/12/2016	« Dès 2018, les grandes agglomérations [pourront] limiter la circulation des véhicules diesel ».	François de RUGY	programme internet
	« la commercialisation [des véhicules diesel] sera proscrite en 2025 »		
	« Des avantages spécifiques seront octroyés aux voitures sobres et à l'autopartage (stationnement, tarif d'autoroutes, voies réservées) ».		
	« le transport de marchandise étant par ailleurs orienté prioritairement vers le rail ».		
10/01/2017	"Beaucoup a déjà été fait depuis 2012 pour améliorer le réseau des bornes électriques destinées aux voitures sur notre territoire. Il faudra aller plus loin. L'incitation des consommateurs passera également par un rééquilibrage du système de bonus/malus existant et une accélération de la convergence de la fiscalité de l'essence et du diesel (...). Enfin, il faudra renforcer encore les incitations aux autorités organisatrices de transports afin de généraliser les transports en commun « propres »."	VALLS Manuel	Programme